



Répertoire des textes législatifs et réglementaires parus entre le 1^{er} et le 28 février 1969 - Jurisprudence

L. Vignau, M. Gautret

► To cite this version:

L. Vignau, M. Gautret. Répertoire des textes législatifs et réglementaires parus entre le 1^{er} et le 28 février 1969 - Jurisprudence. 1969, pp.235-238. <10.4267/2042/20266>. <hal-03534840>

HAL Id: hal-03534840

<https://hal.science/hal-03534840v1>

Submitted on 19 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Cette rubrique est dirigée par

Francis MEYER

Ingénieur en chef du G. R. E. F.
Adjoint au directeur des Forêts
Direction des Forêts

1 ter, avenue de Lowendal
PARIS - (7^e)

législation et jurisprudence

I. RÉPERTOIRE DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PARUS ENTRE LE 1^{er} ET LE 28 FÉVRIER 1969

Direction des Forêts

— Décret n° 69-153 du 3 février 1969 fixant le statut particulier des techniciens forestiers de l'Etat (J.O. du 9 février 1969, page 1537).

Ministère de l'agriculture

— Décret n° 69-187 du 26 février 1969 modifiant le décret n° 68-377 du 26 avril 1968 portant application de l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole et concernant le complément annuel de retraite servi sous la forme d'une indemnité viagère de départ (J.O. du 27 février 1969, page 2121).

Ce décret modifie plusieurs articles du décret n° 68-377 du 26 avril 1968. Il convient de noter :
1°) que l'article 2 de ce décret modifie l'article 12 du décret n° 68-377 du 26 avril 1968. Dorénavant pour pouvoir postuler l'indemnité viagère de départ un agriculteur peut céder ses terres à un groupement forestier ou à un groupement pastoral ;

2°) que l'article 3 de ce décret modifie l'article 13 du décret n° 68-377 du 26 avril 1968. Dorénavant l'indemnité viagère de départ peut être accordée lorsque la cession de l'exploitation agricole a eu pour conséquence la réunion des terres cédées à un groupement forestier ou pastoral ou lorsque cette cession facilite l'utilisation optimale des différentes zones du territoire communal notamment par le reboisement.

— Décret n° 69-188 du 26 février 1969 modifiant le décret n° 68-378 du 26 avril 1968 portant application de l'ordonnance n° 67-825 du 23 septembre 1967 relative à l'aménagement de l'indemnité viagère de départ allouée à certaines catégories d'agriculteurs (J.O. du 27 février 1969 page 2122).

L'article 2 de ce décret complète l'article 2 du décret n° 68-378 du 26 avril 1968. L'indemnité viagère de départ peut être accordée lorsque les terres cessent d'être affectées à la production agricole et sont cédées en propriété ou par bail emphytéotique, afin de faciliter l'utilisation optimale des différentes zones du territoire communal, notamment par le reboisement.

L. VIGNAU

CONTENTIEUX CIVIL

Affaire SUMIEN et CHIARENA contre WEIBEL. — Indivisibilité d'un bail de chasse adjoint à un bail de ferme, mais inapplication du statut du fermage au bail de chasse - Arrêt de la cour de cassation (3^e chambre civile) du 17 juillet 1968 ; publié dans la gazette du palais du 22 au 25 février 1969.

LA COUR, - Sur le moyen unique :

Attendu qu'il ressort des énonciations de l'arrêt attaqué que WEIBEL, propriétaire d'un domaine rural s'étendant sur différentes communes du Var et loué aux dames SUMIEN et CHIARENA, avec droit de chasse, suivant acte du 7 mai 1958, a signifié aux locataires, pour la date d'expiration du bail, mais moins de 18 mois avant celle-ci, un congé limité à la location de ce dernier droit ;

Attendu qu'il est fait grief audit arrêt, infirmatif, de débouter les locataires d'une action en nullité de ce congé, fondée sur l'indivisibilité du bail, au motif qu'à l'expiration de celui-ci le droit de chasse s'est dégagé « pour recouvrer entièrement ses règles qui sont celles du droit commun », alors, selon le pourvoi, que ledit droit « inclus à titre accessoire dans le bail rural en cause et concédé aux preneurs sans stipulation de loyer, n'était pas exclu légalement du statut mais formait contractuellement l'un des éléments indivisibles du bail », et qu'à défaut de congé régulier, notifié dans le délai prévu à l'art. 838, al. 1^{er}, C. rur., ce bail s'était entièrement renouvelé pour une durée de 9 ans, à toutes les clauses et conditions de l'acte du 7 mai 1958 ;

Mais attendu que le bail de chasse n'est pas soumis au statut de fermage ; que, lorsque ce droit constitue, en vertu de stipulations contractuelles, l'un des éléments indivisibles d'un bail rural, cette indivisibilité cesse à l'expiration de la location et une reprise partielle, portant sur un droit non légalement soumis au statut de fermage, est alors possible ; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs, Rejette...

Le sieur WEIBEL avait loué aux dames SUMIEN et CHIARENA un domaine rural situé dans le Var, en y comprenant le droit de chasse. Moins de 18 mois avant l'expiration du bail, M. WEIBEL notifiait à ses locataires un congé limité à la location du droit de chasse. Toute une procédure était par suite engagée, la cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 15 juin 1965 validait le congé limité au droit de chasse.

La cour de cassation (chambre civile) était saisie et rejetait le 17 juillet 1968 une requête des dames SUMIEN et CHIARENA, en vue de faire annuler l'arrêt d'Aix-en-Provence.

Il était essentiellement reproché à l'arrêt en question de ne pas avoir estimé que le droit de chasse était « inclus à titre accessoire dans le bail rural en cause » et que, par suite ayant été « concédé aux preneurs sans stipulation de loyer » il n'était pas « exclu légalement du statut (du fermage) mais formait contractuellement l'un des éléments indivisibles du bail ». Or le congé régulier concernant le seul droit de chasse n'avait pas été notifié par M. WEIBEL, dans le délai prévu par l'article 838 alinéa 1 du code rural c'est-à-dire plus de 18 mois avant l'expiration du bail. Les dames CHIARENA et SUMIEN estimaient en conséquence que ce congé était sans valeur et leur bail (y compris du droit de chasse) automatiquement renouvelé. La cour de cassation a naturellement reconnu l'indivisibilité du bail originaire et la nécessité d'appliquer à tous les éléments loués les mêmes règles ; mais elle a précisé les limites et conditions de cette indivisibilité au temps prévu du bail ; la réglementation spéciale des baux ruraux ne peut s'appliquer qu'à ce domaine et non à la matière des droits de chasse. Par suite les formalités et conditions de dénonciation de bail, nécessaires pour le non renouvellement automatique, à l'expiration prévue au contrat (conformément à l'article 838 du code rural) ne s'appliquent pas à la location annexe du droit de chasse. La cour de cassation a par suite estimé que le sieur WEIBEL avait le droit de donner congé, pour la location du droit de chasse, dans les délais de droit commun et non dans les délais spéciaux prévus par l'article du code rural suscitée.

La construction juridique de la cour de cassation est tout à fait logique et repose sur l'idée essentielle que les réglementations spéciales doivent s'appliquer strictement et ne peuvent être étendues à des domaines annexes que dans les limites normales prévues par les contrats.

L'arrêt suscitée est également intéressant, parce qu'il révèle l'importance de plus en plus grande du droit de chasse qui tend à devenir un droit autonome distinct du droit de propriété ; cette évolution juridique est conforme à l'évolution économique et à l'importance de plus en plus grande des questions cynégétiques.

CONTENTIEUX PÉNAL

Affaire ARNAL. — Mise en vente de gibier en temps prohibé par un négociant, conservation dans des chambres frigorifiques, refus d'estimer que le gibier était conservé pour être vendu, en période d'autorisation de vente, étant donné les conditions particulières de l'affaire - Arrêt de la cour de cassation criminelle du 28 novembre 1968 (publié dans le recueil Dalloz Sirey du 12 février 1969).

LA COUR ; - Statuant sur le pourvoi Arnal Pierre, contre un arrêt de la cour d'appel de Nîmes en date du 3 février 1968, qui l'a condamné à 10 F d'amende pour défaut de registre spécial des ventes et achats de gibier, à 1 000 F d'amende pour mise en vente de gibier au temps de fermeture de la chasse et a confirmé la saisie du gibier et la livraison au centre médical d'Alès ;

Sur la second moyen de cassation, pris de la violation des art. 372, 376, 4° c. rur., 4 c. pén., 593 c. pr. pén. et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, « en ce que l'arrêt confirmatif attaqué a déclaré le prévenu coupable de mise en vente de gibier en temps prohibé, au motif qu'il détenait un stock de gibier qu'on pouvait considérer comme destiné à la vente en raison d'un ensemble de circonstances, alors, d'une part, que la loi pénale qui doit être appliquée strictement réprime la vente et la mise en vente, mais non pas la détention ni la destination à la vente, celle-ci étant distincte de la mise en vente, car elle n'implique pas comme elle une offre, actuelle, à la clientèle, alors, d'autre part, que l'arrêt a laissé sans réponse un chef de conclusions d'appel soutenant que le gibier était détenu dans les chambres frigorifiques non pas du magasin de vente, mais de l'entrepôt de réserve, ce qui établit qu'il n'était pas destiné à être vendu mais bien conservé jusqu'à ce que la vente, en redevienne licite, alors, en troisième lieu, que l'arrêt refuse, aux motifs que le délit n'est pas la vente, mais la mise en vente, et que le seul document probant est le registre d'entrées et de sorties de gibier que le prévenu ne tenait pas, l'expertise comptable demandée pour établir l'absence de toute vente en temps prohibé, ce qui implique cependant l'absence de mise en vente, laquelle peut être prouvée par tous moyens, de sorte que l'offre de preuve a été rejetée sans motif pertinent et par des motifs erronés et alors, enfin, que les circonstances où la cour veut voir la destination à la vente, savoir, commerce illicite de gibier dans la région, présomption de mise en vente et de mauvaise foi qui découlerait du manque de registre d'entrées et de sorties de gibier et de l'ignorance où le prévenu allégué avoir été de ses obligations à cet égard, tout comme le fait que la même chambre froide contenait le gibier et des denrées dont la vente était permise, et l'importance du stock sans qu'aucune justification en soit apportée, constituent en réalité un renversement de la charge de la preuve par création d'une présomption de culpabilité et n'établissent d'ailleurs l'existence d'aucun fait de mise en vente qui, seul, serait constitutif de l'infraction » ;

Attendu qu'il résulte des constatations des juges du fond qu'au cours d'une visite domiciliaire, effectuée le 4 avril 1967, chez Arnal, marchand de gibier, par des gardes des eaux et forêts, qui enquêtaient sur une commande de gibier en temps de fermeture de la chasse, il a été découvert dans une chambre froide d'un entrepôt dudit Arnal une très importante quantité de gibier, notamment 23 sangliers entiers, 70 kg de cuissots de sangliers, 212 lièvres, 200 perdreaux, 32 lapins, des pigeons, des bécasses, des grives, 3 819 tourdres, des sarcelles, et des faisans plumés ; qu'Arnal ne tenait pas le registre d'achats et de ventes de cette marchandise, contrairement aux prescriptions du décret du 25 janvier 1967, et qu'il ne le conteste pas ; que le gibier découvert, s'il n'était pas placé dans le magasin de vente, se trouvait dans des chambres froides d'un entrepôt dans lesquelles se trouvaient aussi des viandes et des volailles de vente courante ; - Attendu que les juges du fond ont pu déduire de la détention d'une quantité aussi importante de gibier à une période très éloignée de la date à laquelle ce gibier pouvait être vendu licitement et du défaut de tenue du registre susvisé, ce qui permettait d'éluider tout contrôle, qu'il y avait des présomptions suffisantes que ce gibier était mis en vente alors que la chasse était fermée ; - Attendu qu'en décidant ainsi et en déclarant, comme ils l'ont fait, que l'expertise sollicitée par le demandeur n'était pas de nature à donner des résultats probants, les juges du fond n'ont fait qu'user de leur pouvoir souverain d'appréciation et ont répondu aux conclusions dont ils étaient saisis ; d'où il suit que le moyen ne saurait être accueilli ;

par ces motifs, rejette.

Dans le but de réprimer le braconnage, l'article 372 1° alinéa, du code rural interdit de mettre en vente du gibier pendant la période de fermeture de la chasse ; cette interdiction s'applique principalement au gibier mort et est fermement appliquée par la jurisprudence ; il a même

fallu des arrêts de cassation pour que cette prohibition ne s'applique pas aux conserves de gibier, mais à condition qu'il soit prouvé que les animaux mis en conserve aient été tués en période d'ouverture.

Pour faciliter le contrôle de l'administration, la recherche du gibier peut être faite à domicile, chez les aubergistes, les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.

Pour permettre ces opérations, un décret du 25 janvier 1967 oblige les marchands de gibier à tenir un registre d'achats et de vente de cette marchandise.

La cour d'appel de Nîmes avait condamné un sieur Arnal en application des textes suscités pour détention d'une quantité très importante de gibier à une date éloignée de l'ouverture de la chasse dans une chambre froide de son entrepôt à côté de volailles de vente courante. Le sieur Arnal ne tenait pas le registre spécial d'achats et de ventes de gibier. Malgré ses affirmations que le gibier conservé en frigorifique était destiné à des ventes ultérieures, à partir de la prochaine ouverture de la chasse, la cour estima que ces gibiers étaient détenus en vue d'une vente immédiate ; une demande d'expertise pour vérifier les excuses présentées par le sieur Arnal fut même rejetée. En conséquence il y eut condamnation en application des articles 372, 376 du code rural et du décret du 25 janvier 1967.

La cour de cassation a estimé que cette manière de procéder de la cour de Nîmes était régulière et que les juges du fond avaient pu légitimement déduire de l'absence du cahier des ventes et achats de gibier et de la détention d'un stock important de gibier qu'il y avait intention de mettre en vente immédiate.

Cet arrêt strictement conforme à la jurisprudence restrictive en matière de contrôles administratifs peut paraître rigoureux ; en effet le développement du commerce international du gibier et les progrès de la conservation frigorifique font penser que l'excuse invoquée par le sieur Arnal méritait, au moins, la pratique d'une expertise vérificatrice pour examiner une éventuelle excuse de bonne foi.

Mais il ne faut pas oublier que l'absence de cahier des ventes et achats de gibier établissait sinon une mauvaise foi de l'intéressé, du moins l'intention de se tenir à l'écart de la loi et de ne pas faciliter le contrôle de l'administration.

M. GAUTRET